DAVID MARQUAND

LE NOUVEAU TRAVAILLISME OU LES AMBIGUÏTÉS DE LA MODERNITÉ*

MI-MANDAT, le gouvernement du Nouveau Travaillisme (New Labour) est une énigme aussi grande que lorsqu'il est arrivé au pouvoir il y a deux ans et demi. Au nom de la décentralisation, il a mis en place un parlement élu en Écosse et une assemblée élue du même type au pays de Galles, ce qui représente sans aucun doute les changements les plus radicaux introduits dans la constitution territoriale de la Grande-Bretagne depuis le début des années 1920. Cependant, au nom de la discipline de parti, il a dépensé une grande part de son capital politique dans des tentatives maladroites visant à contraindre les partis travaillistes au pouvoir à Édimbourg et à Cardiff à suivre la ligne du gouvernement central de Londres. Au nom de la légitimité démocratique, il a aboli le droit de vote de la plupart des pairs héréditaires (mais pas de tous) dans la Chambre des Lords. Cependant, il s'est prononcé contre une seconde assemblée élue qui risquerait d'être suffisamment légitime pour contrôler la Chambre des Communes dominée par l'exécutif, et il semble déterminé à remplacer la chambre haute en grande partie héréditaire par une chambre nommée qui ne sera guère plus légitime. Au nom des droits de l'homme, il a incorporé la Convention européenne des droits de l'homme dans la loi britannique. Cependant, son traitement des demandeurs d'asile étrangers et de la loi pénale est aussi peu libéral que celui du gouvernement précédent. Il a rompu avec l'europhobie chauvine qui dominait les discours de l'ancien gouvernement et déterminait de plus en plus sa politique. Mais, bien que le Premier ministre souhaite clairement adhérer à la monnaie unique, ses ministres

^{*} Traduit de l'anglais par Isabelle Richet.

et lui-même hésitent à s'engager publiquement à le faire, ou à chercher à orienter dans ce sens un pays qui est, de façon compréhensible, assez désorienté et sceptique. En outre, comme son prédécesseur, il s'attache plus à prêcher les vertus de la flexibilité et de la déréglementation auprès de ses partenaires des autres États de l'Union qu'à chercher à apprendre de leur expérience. Le Nouveau Travaillisme n'est pas un clone du thatchérisme. Dans la vision de Margaret Thatcher, le rôle de l'État était d'éliminer les obstacles qui empêchaient le fonctionnement libre des forces du marché – pas moins, mais pas plus. Bien sûr, en pratique, cela exigeait une intervention permanente et une centralisation extrême. Mais, en principe, le but du jeu était de favoriser l'émergence d'une économie autorégulée, dans laquelle l'État ne jouerait qu'un rôle minimal. Le Nouveau Travaillisme a une conception assez différente du rôle de l'État. Selon lui, l'investissement dans le capital humain est la clé à la fois de la justice sociale et d'un pays compétitif; et c'est le devoir de l'État de veiller à ce que cet investissement soit adéquat et distribué de façon équitable.

Cependant, le Nouveau Travaillisme n'est à l'évidence pas choqué par les importantes et croissantes disparités de revenus produites par le capitalisme renaissant de la fin du siècle. Il manifeste son mépris à l'égard des élites traditionnelles et glorifie les membres de la méritocratie qui réussissent par eux-mêmes, et il ne voit pas pourquoi ces derniers n'auraient pas le droit de jouir de tous les fruits de leur succès. Il se prononce en faveur d'un élargissement des chances, mais pas de la redistribution des récompenses. De la même façon, il ne souhaite pas renverser la tendance continue à limiter le domaine public ni arrêter la précarisation croissante du travail - dans l'industrie comme dans les services –, deux tendances qui ont marqué les années Thatcher et Major. La notion que des biens publics devraient être fournis par des autorités animées par une éthique du service public étrangère aux normes du marché lui semble aussi bizarre qu'à ses prédécesseurs. Dans son approche de la taille et de l'organisation interne du secteur public, de la politique monétaire et fiscale, du niveau d'imposition directe et de l'économie mondialisée, il est resté fidèle, malgré quelques déviations mineures, à l'orthodoxie néolibérale du régime précédent.

«CE QUI COMPTE, C'EST CE QUI MARCHE »

Dans une certaine mesure, ces paradoxes reflètent la personnalité certes humainement sympathique mais idéologiquement fuyante du Premier

ministre lui-même. Blair domine son parti au moins autant que le faisait Margaret Thatcher, et plus qu'aucun Premier ministre en temps de paix depuis les géants du XIXe siècle. Son cabinet est de plus en plus façonné à son image. Il n'a que faire des délicats exercices d'équilibre entre les différents courants, pratiqués par Harold Wilson et James Callaghan dans les années 1960 et 1970. Le contrôle qu'il exerce sur le cabinet est total et, quand cela l'arrange de ne pas tenir compte de l'avis de ce dernier – comme c'est souvent le cas –, il n'a aucun scrupule à passer outre et ne semble pas en payer le prix. Sa popularité auprès de l'électorat paraît inattaquable. Ses partisans savent qu'ils lui doivent leur victoire écrasante et pensent que, le moment venu, il pourra leur offrir une seconde victoire. Tant que sa popularité demeurera au même niveau, il conservera son ascendant sur le parti. Mais, alors que Mme Thatcher avait bâti ou, en tout cas, avait développé un projet idéologique d'envergure, au service duquel elle avait mobilisé son impressionnante batterie de pouvoir personnel et institutionnel, Blair est aussi dénué d'engagements idéologiques qu'il est possible de l'être pour un dirigeant politique.

Il a de très fortes convictions religieuses. Il est en effet sans doute le chrétien le plus convaincu qui ait occupé le 10 Downing Street depuis Gladstone au siècle dernier. Au-delà, il est ambitieux, dur, intelligent, charismatique, plein de bonnes intentions et, surtout, c'est un technicien politique qui a totalement confiance en lui-même et se sent plus à l'aise avec les détails qu'avec les idées générales. Certes, il manifeste un penchant très fort, et à première vue surprenant, pour le flirt doctrinal. Pendant un certain temps, il s'est montré très attiré par le communautarisme d'Amitai Etzioni, le sociologue américain devenu moraliste, dont l'idée fondamentale est que les droits imposent en retour des devoirs. Cette phase a été suivie par un flirt plus bref avec l'idée d'une stakeholder society, dont le principal partisan britannique est le journaliste économique Will Hutton. Une fois au pouvoir, Tony Blair a accroché ses couleurs au mât relativement fragile de la « troisième voie », amalgame de politique économique néolibérale et d'aspirations vaguement sociales-démocrates, fortement saupoudré de la rhétorique technico-managériale de la mondialisation¹. Mais ces différents flirts ont plus à voir avec la nécessité de se différencier qu'avec l'idéologie.

^{1.} Voir Amitai Etzioni, The Spirit of Community. Rights, Responsibilities and the Communitarian Agenda, Londres, Fontana, 1995; Will Hutton, The State We're in, Londres, Vintage, 1995; Tony Blair, The Third Way. New Politics for the New Century, Londres, Fabian Society, 1998.

C'est en partie le cas pour la troisième voie, qui n'est pas tant une nouvelle idéologie qu'une tentative de démontrer que les idéologies sont mortes. Comme Blair l'expliquait lui-même dans son programme électoral de 1997 : « Ce qui compte, c'est ce qui marche². » Si ce qui marche aujourd'hui est contradictoire avec ce qui marchait hier et ce qui marchera demain, tant pis pour la cohérence idéologique.

Cependant, la personnalité du Premier ministre n'offre qu'une partie de l'explication des paradoxes mentionnés plus haut. Les facteurs structurels sont plus importants. Au centre de ceux-ci, on trouve le caractère et la dynamique de la coalition électorale très large, mais amorphe, que Blair et ses associés ont rassemblée avant les élections de 1997 et à laquelle ils doivent leur victoire écrasante. Même maintenant, il est difficile de saisir la profondeur du tremblement de terre électoral qui s'est déroulé sur les écrans de la télévision britannique après la fermeture des bureaux de vote. L'alternance qui a porté Tony Blair au pouvoir était la plus forte depuis la guerre. Le pourcentage de voix obtenu par les conservateurs était le plus bas depuis 1832. Aucun candidat conservateur n'a été élu en Écosse et au pays de Galles. La majorité parlementaire travailliste était la plus importante de son histoire, la plus importante pour n'importe quel parti depuis 1935 et la plus importante majorité non conservatrice depuis la victoire écrasante des libéraux en 1906. Et l'importance sociale du résultat était aussi significative du point de vue géographique qu'arithmétique. Comme l'a écrit Anthony King, certains des sièges qui sont alors revenus aux travaillistes « portent des noms qui évoquent tellement l'Angleterre tory que, jusqu'au 1er mai 1997, il était inimaginable qu'ils puissent un jour être remportés par des candidats travaillistes; ce sont des noms qui évoquent des images d'allées ombragées, de villas de style Tudor, de pelouses bien arrosées et une Jaguar (ou, au moins, un des meilleurs modèles Ford) dans chaque allée³ ». En bref, tout comme Margaret Thatcher avant lui, Tony Blair a réussi à construire une nouvelle coalition électorale, mais sur une échelle encore plus vaste. Pour la première fois depuis 1885, quand le parti libéral de Gladstone se divisa sur l'autonomie de l'Irlande, les conservateurs ne sont plus à l'évidence le parti du monde des affaires. Pour le moment au moins, la coalition du Nouveau Travaillisme

^{2.} Cité par Stephen Driver et Luke Martell, New Labour. Politics After Thatcherism, Cambridge, Polity Press, 1998, p. 180.

^{3.} Anthony King, « The Night Itself », in Anthony King (dir.), New Labour Triumphs. Britain at the Polls, Chatham, N.J., Chatham House, 1998.

couvre tout l'éventail social, des déshérités des centres urbains à l'élite des grandes entreprises, de la pasionaria socialiste Diane Abbott au roi des supermarchés David Sainsbury. Ses dirigeants ont complètement renversé l'exploit de Margaret Thatcher. En 1987, le parti conservateur était le parti ouvrier le plus important dans le sud de l'Angleterre. En 1997, pour la première fois de son histoire, le parti travailliste a recueilli plus de voix que les conservateurs en provenance des classes moyennes et des propriétaires de logements individuels.

L'histoire nous apprend, cependant, qu'il est beaucoup plus difficile de maintenir une coalition que de la construire. La coalition de 1997 a au moins trois précurseurs de centre gauche au cours de ce siècle : en 1906, les libéraux obtinrent une victoire encore plus écrasante que celle de Tony Blair; et en 1945 et 1966, celles du parti travailliste furent d'envergure comparable, bien que moins écrasantes. Toutes ces coalitions eurent la vie brève (même si certains historiens pensent que la coalition libérale aurait survécu sans la Première Guerre mondiale). D'un point de vue électoral, le XXe siècle a été un siècle conservateur. Des gouvernements conservateurs, ou dominés par les conservateurs, ont été au pouvoir durant 66 ans depuis 1900 et durant 59 des 81 années qui ont suivi l'introduction du suffrage universel en 1918. La composition et les aspirations des élites britanniques, la forme de l'économie politique et morale et la texture de la société civile portent la marque de cette prédominance conservatrice. Tony Blair et ses associés le savent et, avec une détermination inébranlable, inquiétante ou enthousiasmante selon les goûts, font de leur mieux pour éviter que l'histoire ne se répète et pour briser le cordon ombilical entre le parti conservateur et l'État britannique, qui a été un élément central de la vie politique de ce pays depuis les années 1880. Comme l'explique Philip Gould, le gourou politique de Tony Blair :

Bien que mai 1997 fût un aboutissement, ce fut aussi le début d'une nouvelle étape. Le parti travailliste a remporté sa plus grande victoire électorale, mais il n'a jamais remporté un second mandat complet. En outre, le parti travailliste n'a jamais été capable de s'établir comme le principal parti de gouvernement. C'est là le défi pour le Nouveau Travaillisme: conserver le pouvoir, pas simplement durant un ou deux mandats, mais construire une coalition progressiste qui domine le prochain siècle comme les conservateurs ont dominé celui-ci. [...] Nous devons gagner le nouveau siècle aussi sûrement que nous avons perdu le dernier⁴.

Et tout indique que Tony Blair est d'accord.

^{4.} Philip Gould, The Unfinished Revolution. How the Modernisers Saved the Labour Party, Londres, Little, Brown & Cie, 1998.

Sauvegarder la Coalition Électorale

Sur cet arrière-fond, la confusion et les ambiguïtés de la politique du Nouveau Travaillisme commencent à devenir compréhensibles. Pour lui, la victoire ne suffit pas. Il faut continuer à gagner. Aux yeux de ses architectes, au moins, la première et la plus importante conséquence de cet impératif catégorique est que la coalition doit être maintenue à tout prix. Malheureusement, elle est aussi superficielle que large, aussi fragile qu'impressionnante. Elle est traversée par de profondes divergences d'intérêts et d'identité. Les divergences d'intérêt sont les plus évidentes, mais pas nécessairement les plus importantes.

La renaissance capitaliste de la fin du siècle a produit une économie politique mondialisée qui rappelle plus celle de la fin du XIX^e siècle que celle bien contrôlée du capitalisme keynésien de la période d'aprèsguerre. La principale ligne de fracture dans les sociétés contemporaines est celle qui sépare les gagnants des perdants dans le nouveau marché mondial, agressif et sans contrôle. La part du lion des gains de productivité associés à son émergence est revenue aux détenteurs de capital, à une nouvelle élite technico-managériale et à une poignée de vedettes d'industries de loisirs de plus en plus mondialisées. Ce sont là les gagnants, les nouveaux seigneurs de la création. Ils sont de plus en plus indépendants des communautés et de la nation et de moins en moins disposés à partager les coûts sociaux que le nouveau capitalisme entraîne, coûts dont leurs revenus les protègent. Face à eux se trouvent les perdants, les victimes ou les victimes potentielles de ce même capitalisme : les secteurs fragilisés de la classe moyenne, menacée de prolétarisation; la classe ouvrière de plus en plus précarisée; et le groupe croissant des exclus.

Cette ligne de fracture traverse la coalition du Nouveau Travaillisme. Et il n'existe pas de moyen indolore de la combler. Il est illusoire d'imaginer qu'un mélange de formation, d'éducation et de persuasion morale soit susceptible de transformer tous les membres de la société en gagnants, et que cela pourrait être fait sans coûts pour ceux qui ont déjà gagné. On ne peut pas faire disparaître ou chasser les perdants par simple décision et, comme tous les grands défenseurs du système capitaliste le savent, perdre fait autant partie du capitalisme que gagner. De même, les intérêts des perdants sont nécessairement différents de ceux des gagnants, et il est illusoire de prétendre le contraire. Mais les pressions politiques et idéologiques qui produisent ce type d'illusion sont plus

fortes qu'elles ne l'ont jamais été depuis la fin du XIXe siècle. Presque par définition, les gagnants et leurs apologistes dans les médias, les groupes de réflexion et les universités sont mieux organisés, plus puissants, plus sûrs d'eux-mêmes et s'expriment avec plus d'aisance que les perdants. Ils sont aussi plus précieux pour les architectes et les dirigeants de la nouvelle coalition. Beaucoup des perdants ne votent jamais. Beaucoup d'autres semblent rester si loyaux envers le vieux travaillisme qu'il est considéré comme acquis qu'ils voteront pour le nouveau. Il n'en va pas de même pour les gagnants. Il faut conquérir leur soutien et, une fois conquis, il faut le conquérir à nouveau. Il en résulte un processus d'alignement électoral sur les banlieues résidentielles qui rappelle étrangement ceux qui ont déterminé la réorientation politique des Nouveaux Démocrates aux États-Unis. Les nouveaux électeurs travaillistes, dont le soutien à la coalition n'est pas fermement établi, sont l'objet d'une cour incessante. Les anciens, dont on ne peut imaginer la défection, figurent à peine dans les calculs du parti.

La divergence, ou plutôt les divergences d'identité sont moins évidentes, mais elles pourraient bien être plus difficiles à surmonter. Elles sont également bien plus difficiles à comprendre. Pourtant, deux éléments se dégagent. En premier lieu, c'est un truisme de dire que, dans une société après l'autre, les pressions du marché mondialisé qui mènent à une homogénéisation, à un aplatissement des identités et à la destruction des communautés ont produit en retour, de façon inattendue, des pressions vers l'hétérogénéité, la spécificité et l'authenticité, notamment dans le tiers-monde, mais aussi dans le monde développé. Il en découle une renaissance extraordinaire (pour ne pas dire une réinvention) des identités nationales et ethniques, en particulier de la part des nations sans État, comme les Québécois, les Catalans et les Estoniens, ou de la part de nations dont les États ont été soumis à une domination étrangère, comme la plupart des pays d'Europe centrale et orientale. Le second élément est moins familier. C'est que la Grande-Bretagne n'est pas, et n'a jamais été, un État-nation, comme la France. C'est un État multinational, comme l'étaient l'Autriche-Hongrie ou l'ancienne Union soviétique. L'Irlande et le pays de Galles ont été conquis par la couronne anglaise, mais ne sont jamais devenus anglais. L'Écosse était trop forte pour être conquise. Au début du XVIIe siècle, les couronnes anglaise et écossaise ont été unies dans la personne du même roi, mais l'union des couronnes n'entraîna pas une union des États. L'État britannique n'est pas né avant l'Acte d'union de 1707 par lequel les États-nations d'Angleterre et d'Écosse prirent la décision conjointe de le former.

14

Durant la plus grande partie du siècle dernier - en fait durant presque deux siècles –, l'Acte d'union semblait être gravé dans la pierre. L'incorporation de l'Irlande au Royaume-Uni en 1800 fut lourde d'amertume. Elle se termina dans les larmes en 1921, lorsque les vingtsix comtés du sud de l'Irlande firent sécession. Mais les Écossais (ainsi d'ailleurs que les Gallois) étaient contents d'appartenir à un État réellement unitaire, au sein duquel les Anglais formaient la nation largement dominante. Une des raisons en était que l'État britannique était un État impérial qui contrôlait le premier empire vraiment global du monde, avec tout ce que cela impliquait de gloire et de pillage. La fin de l'empire a changé tout cela. L'État britannique n'était plus impérial ; la gloire disparut et l'identité impériale britannique, construite avec tant d'efforts au XVIIIe siècle et au début du XIXe5, apparut de plus en plus anachronique, réductrice et même embarrassante. Les Écossais se souvinrent qu'ils avaient formé un État dans le passé et commencèrent à aspirer à une renégociation de l'accord qui y avait mis fin. Les Gallois n'avaient jamais eu d'État, mais certains d'entre eux commencèrent timidement à suivre la voie ouverte par les Écossais. Cela entraîna une revendication croissante de dévolution ou d'autonomie, plus importante en Écosse qu'au pays de Galles, mais qui trouva un écho dans cette région également. Elle se fit entendre pour la première fois dans les années 1970 et devint de plus en plus insistante à partir de la fin des années 1980. Dans les deux nations, le parti conservateur, historiquement le parti de l'Union et, en tant que tel, de l'État britannique traditionnel, fut écrasé. Mais bien que le parti conservateur soit la victime la plus évidente de la renaissance des identités écossaise et galloise, celle-ci place également le Nouveau Travaillisme devant un dilemme délicat.

L'identité ne renvoie pas seulement aux chants folkloriques et aux costumes pittoresques, mais aussi à des modes de vie, des valeurs sociales, bref à une culture. Et les cultures politiques et économiques d'Écosse et du pays de Galles diffèrent de celles de l'Angleterre – en tout cas de l'Angleterre du Sud. Une des raisons pour lesquelles la revendication d'une dévolution du pouvoir en Écosse balaya toutes les autres à la fin des années 1980 et au début des années 1990 vient du fait que les Écossais trouvaient la révolution néolibérale des gouvernements Thatcher répugnante et illégitime. Répugnante, parce que la vision sociale indivi-

^{5.} A ce propos, voir Linda Colley, *Britons, Forging the Nation, 1707-1837*, Londres, Vintage Paperbacks, 1992.

dualiste exacerbée qu'elle incarnait allait à l'encontre de leur culture économique plus collectiviste ; illégitime, parce qu'elle leur était imposée par un parti politique qu'une majorité substantielle de l'électorat écossais avait répudié. Sans l'expérience exceptionnelle de l'Écosse en tant que nation historique au sein d'un État unitaire, rien de la sorte ne se serait produit. Cependant, en elle-même, cette expérience n'aurait pas été suffisante. La renaissance écossaise fut propulsée non seulement par la mémoire historique, mais par un sentiment d'injustice qui trouve ses racines, en dernière analyse, dans une moralité sociale différente. Rien de tout cela ne s'applique aussi clairement au pays de Galles, mais l'histoire galloise est, à tous points de vue, une version atténuée de l'histoire écossaise.

Tel est donc le dilemme pour le Nouveau Travaillisme. L'Écosse et le pays de Galles sont indispensables à sa coalition. Mais l'Angleterre - et en particulier l'Angleterre du Sud thatchérisée - lui est aussi indispensable. Pour conserver sa base écossaise, il a dû s'engager à mettre en place un parlement à Édimbourg. Aux yeux des Écossais en tout cas, un des intérêts d'un parlement est d'incarner une identité écossaise distincte et d'articuler un ensemble distinct de valeurs écossaises. Mais, pour gagner les élections et former un gouvernement, le Nouveau Travaillisme devait aussi remporter l'adhésion du sud de l'Angleterre et, pour ce faire, tenir compte d'une identité et d'un ensemble de valeurs contre lesquelles les Écossais étaient en révolte ouverte. Il est encore trop tôt pour dire ce que les Écossais (et les Gallois) vont désormais faire de l'autonomie dont ils disposent. Mais il est déjà clair qu'il existe des centres de pouvoir alternatifs à Édimbourg et à Cardiff, capables de défier les idées qui forment l'orthodoxie politique de la métropole, et qu'ils représentent des nations de plus en plus sûres d'elles-mêmes et dont les cultures politiques et les économies morales s'écartent fortement de celles que le Nouveau Travaillisme a faites siennes dans sa course vers le centre de l'échiquier politique. A tort ou à raison, ses dirigeants pensent que leurs espoirs d'une hégémonie durable dépendent de leur contrôle sur ce centre. Ils savent aussi (même s'ils sont moins disposés à l'admettre) qu'ils doivent conserver leurs bastions en Écosse et au pays de Galles.

LA DIMENSION EUROPÉENNE

Mais ce n'est là qu'un des abîmes identitaires qui hantent les dirigeants de la coalition du Nouveau Travaillisme. Un autre concerne la question très controversée du rapport entre la Grande-Bretagne et le continent européen – la plus importante source de division politique en Grande-

Bretagne durant presque toute la période de quarante ans qui s'est écoulée depuis que le gouvernement Macmillan a présenté la candidature du pays à la Communauté européenne. Il s'agit ici d'une histoire anglaise et non plus écossaise ou galloise. Il s'agit d'une histoire postimpériale. Il s'agit aussi de l'histoire d'une renaissance ou d'une réinvention d'une identité pré-impériale – dans ce cas une identité anglaise. Mais il existe cependant une différence cruciale entre l'histoire anglaise et les histoires écossaise et galloise. Pour les Écossais et les Gallois, l'« Autre », c'est l'Angleterre. Pour les Anglais (en tout cas pour certains d'entre eux), c'est l'Europe continentale. Tout cela permet d'expliquer l'incroyable virulence de l'aile europhobe du parti conservateur, la paralysie qui a marqué la politique européenne du gouvernement Major et, de façon plus indirecte, le fait que le Nouveau Travaillisme ait capturé de larges pans du monde des affaires britannique.

L'europhobie conservatrice représente, en essence, le nationalisme anglais réinventé, l'équivalent anglais de la revendication d'autonomie écossaise ou, si vous préférez, du séparatisme québécois. Le néolibéralisme est un credo superficiel et anémié. Il n'est guère propre à susciter l'enthousiasme. Confrontés au besoin de mobiliser un soutien de masse, les gouvernements Thatcher et Major ont dû trouver un atout supplémentaire, moins cérébral. Ils l'ont trouvé dans l'affirmation vigoureuse de la « souveraineté nationale » contre les empiétements de « Bruxelles » - oubliant bien à propos, rappelons-le en passant, que le principal transfert de souveraineté de l'État britannique à l'Union européenne s'est produit lorsque Mme Thatcher a apposé sa signature à l'Acte unique européen. Petit à petit, cependant, la vigoureuse campagne a tourné à la paranoïa. L'europhobie représentait une bonne aubaine pour les chefs de petites entreprises qui, de plus en plus, dominaient les congrès du parti conservateur et ses sections locales. Ils étaient anti-étrangers, antiréglementation et, surtout, anti-Bruxelles, et leur appétit pour les discours europhobes semblait inépuisable.

Le problème est que chaque nouvelle dose devait être plus forte que la précédente pour produire l'effet désiré. Il en résulta un processus remarquable d'escalade oratoire par lequel le parti conservateur arriva à se convaincre de son hostilité ouverte à l'égard des principes fondamentaux sur lesquels l'Union européenne était formée. Mais les secteurs les plus importants de la finance et des affaires avaient ces discours en horreur. Les dirigeants des entreprises concurrentielles, fortement engagées sur le marché mondial, les responsables des fonds d'investissement et les bureaucrates de la Confederation of British Industry envisageaient

avec effroi une éventuelle décision de la Grande-Bretagne de s'auto-exclure de l'Union européenne, et ils voyaient bien que la logique de l'europhobie des conservateurs pointait de façon inexorable dans cette direction. A un niveau plus profond, ils ne partageaient pas l'identité que les conservateurs europhobes cherchaient à réveiller et, lorsqu'ils y étaient confrontés, ils la trouvaient vulgaire et déplaisante. Leur univers étant la planète, ils se sentaient autant chez eux à Francfort et Bruxelles (ou d'ailleurs à Tokyo ou New York) qu'à Londres. Ils cessèrent graduellement de s'identifier au parti conservateur et, lorsque Blair les eut convaincus que le Nouveau Travaillisme croyait aux forces du marché et au contrôle des impôts, nombre d'entre eux furent heureux de s'engager sous sa bannière accueillante. On vit ainsi apparaître un groupe de « capitalistes pro-Blair » dont l'existence même fournit au Nouveau Travaillisme un précieux certificat de respectabilité économique.

Mais, là aussi, la coalition de 1997 du Nouveau Travaillisme est profondément tiraillée dans des directions opposées. Les capitalistes pro-Blair, comme la majorité de la direction du parti, souhaitent que la Grande-Bretagne s'engage pleinement dans le projet européen. Par un étrange paradoxe, cependant, la plupart des tabloïds europhobes ont également soutenu Blair lors des dernières élections. Mais les propriétaires et les rédacteurs en chef europhobes qui l'ont soutenu l'ont fait malgré, et non à cause, de sa position sur la question européenne. Leur soutien s'explique par le fait qu'ils le haïssaient moins que le dirigeant conservateur John Major, qui avait commis le péché impardonnable de prendre la succession de Margaret Thatcher et dont les références antieuropéennes leur paraissaient douteuses. Personne ne sait combien de voix ils ont apporté à Blair. Mais il est clair, en revanche, que la direction du Nouveau Travaillisme ne veut pas prendre le risque de se les aliéner.

La Rhétorique de la Modernité

Les implications de cette situation sont à la fois paradoxales et d'une portée considérable. Le succès extraordinaire remporté par Blair dans la construction de sa coalition le place devant une série de douloureux dilemmes. Dans les domaines économique et social, Blair et ses collègues sont coincés. Ils aimeraient aider les perdants laissés sur le bord du chemin par la renaissance capitaliste en cours ; ils sont encore suffisamment sociaux-démocrates pour cela. Mais ils n'osent pas offenser les gagnants. Ils ne peuvent donc pas rejeter de bon cœur les thèmes centraux de la pensée orthodoxe qui animait l'ancien régime. Ils doivent

18

prouver qu'avec eux ses réalisations sont sûres. Ils ont donc un handicap fatal dans leur recherche d'un nouveau capitalisme social. Mais, derrière les revendications d'autonomie de l'Écosse et du pays de Galles, on trouve le souhait confus, encore mal formulé, de les voir se lancer dans une telle voie. Si les partis travaillistes écossais et gallois suivent de trop près la ligne de Londres, leurs concurrents nationalistes risquent de prendre leur place. S'ils s'en éloignent trop, la crédibilité du Nouveau Travaillisme dans son rôle de gardien de la révolution thatchérienne serait en danger. De façon quelque peu différente, il en va de même pour sa politique européenne. Blair et ses collègues savent que l'État britannique ne peut pas continuer à jouer dans les affaires mondiales un rôle plus important que celui qui devrait lui revenir compte tenu de son poids réel - ce qui a été l'objectif central de la politique étrangère britannique depuis la Seconde Guerre mondiale – s'il s'autoexclut de l'Union européenne. Mais le problème est qu'ils sont terrifiés par la presse tabloïd europhobe, pas seulement parce qu'ils pensent qu'elle pourrait leur faire perdre un référendum sur l'adhésion à la monnaie unique, mais parce qu'ils craignent qu'elle ne puisse aussi leur faire perdre les prochaines élections. C'est pourquoi ils hésitent, comme un nageur anxieux qui n'en finit pas de bander ses muscles au bord de la piscine.

Ces contraintes structurelles se reflètent dans un discours offensif, mais profondément ambigu, sur la jeunesse, la modernité et le changement, qui contribue à les renforcer. Avant même les élections, Blair et ses associés avaient insisté sur le fait que le « vieux » parti travailliste d'hier avait été absorbé, ou même remplacé, par un « nouveau » parti travailliste radicalement différent, tout à fait adapté à un « jeune pays ». Après la victoire, le discours sur la jeunesse et la nouveauté s'est fait plus bruyant et plus intense. « Nouveau, nouveau, nouveau, tout est nouveau⁶ », déclara Tony Blair peu après son arrivée au pouvoir lors d'une réunion des dirigeants socialistes européens, dans une des envolées oratoires dont il a le secret. C'est le leitmotiv d'un grand nombre de discours ministériels et de rapports du gouvernement. Le monde est nouveau, insiste le Nouveau Travaillisme, il ne reste pas trace du passé, la modernité ne pose pas de problème et la voie du futur est linéaire. Il existe une condition moderne que toutes les personnes rationnelles épouseraient si elles savaient de quoi il s'agit. Les partisans de Blair le savent.

^{6.} Cité par S. Driver et L. Martell, op. cit., p. 41.

Leur projet est fondé sur ce savoir, et c'est lui qui valide leur prétention à garder le pouvoir. Et parce que le monde est nouveau, l'ancienne dichotomie entre la droite néolibérale et la gauche social-démocrate est devenue insignifiante. Il est temps de la transcender grâce à une « troisième voie », susceptible de répondre aux exigences de l'ère nouvelle sans précédent dont Tony Blair et ses associés ont découvert la dynamique. Car le Nouveau Travaillisme est frais, à la page et lucide – il n'est pas entravé par l'histoire, il est à la fois modernisé et modernisateur.

Il n'est pas difficile de voir pourquoi le discours séduit. Il élimine la nécessité d'opérer des choix et enlève toute légitimité à la dissidence. Ce qui est nouveau est, par définition, bon ou, en tout cas, inévitable. Le changement est une force irrésistible, qui opère indépendamment de tout agent humain. La troisième voie n'a pas besoin d'arguments politiques et idéologiques. Elle n'a pas besoin d'être défendue contre des visions alternatives du futur. Le monde a sans doute des aspects cruels et destructeurs, concèdent les rhétoriciens, les vents du changement qui en émanent peuvent faire violence à des valeurs et des coutumes chères. Mais, qu'on le veuille ou non, son avenement est inexorable et ne peut être arrêté. Surtout, le futur est homogène. On ne peut y échapper et il n'offre aucune place aux modes de vie locaux avec lesquels ses impératifs sont en contradiction. Penser autrement, c'est succomber au sentimentalisme ou à la nostalgie. Il est encore plus insensé de chercher à protéger les modes de vie locaux contre ses incursions. Le marché mondial et la culture mondiale qui en sont l'essence sont souverains, ou le seront bientôt. Toute résistance est futile et fera plus de mal que de bien.

La « révolution du changement » dont a parlé Tony Blair est une sorte de tapis roulant dont on ne peut descendre. Mais ce discours est aussi trompeur qu'il est commode. La modernité a de nombreux visages. Lequel est le plus moderne ? La nourriture industrielle ou l'agriculture organique ? Le nucléaire ou l'énergie éolienne ? Les autoroutes ou les pistes cyclables ? Un marché du travail déréglementé ou les 35 heures ? Les centres commerciaux de banlieue ou les centres-ville rénovés ? Ce que le discours de la modernisation ne cache qu'à moitié, c'est l'idée que le programme des acteurs qui dominent le marché mondial est par définition moderne, et que la seule raison qui pousse à lui trouver une alternative est la crainte du changement. Une idée annexe est que le modèle américain du capitalisme représente la vague du futur et que tous les autres modèles sont ou seront bientôt dépassés. Ces deux idées sont problématiques et discutables. Dans la sphère politique, il y a au moins deux paradigmes de la modernité, qui se recoupent mais qui

restent néanmoins distincts. Un des aspects les plus évidents de la rhétorique du Nouveau Travaillisme est qu'il estompe leurs différences.

L'un de ces paradigmes est essentiellement gestionnaire, c'est celui des corporations modernes éclairées - ou, du moins, qui réussissent. Il parle de contrôle, d'évaluation, d'audit, de mesure, de surveillance. Ceux qui y adhèrent parlent le langage du travail en équipe, de la consultation et même de la décentralisation. Mais les tâches sont fixées au sommet et non négociées avec ceux qui sont à la base; les paramètres de la consultation sont définis au sommet également. Dans un sens très profond, c'est un paradigme de la méfiance. Ceux qui définissent les tâches n'ont pas la confiance de leurs pairs et ne font pas confiance à ceux à qui ils demandent de les accomplir. Le second paradigme est pluraliste. Ses valeurs sont l'autonomie, la créativité et la diversité. C'est un paradigme de la négociation et de l'apprentissage mutuel. Ses partisans nourrissent une méfiance instinctive envers le contrôle central et cherchent des contrôles et des équilibres susceptibles de restreindre l'État central potentiellement tout-puissant. Pour eux, le changement – en tout cas le changement valable et durable - vient de la base. Le Nouveau Travaillisme est déchiré entre ces deux paradigmes. Il est à la fois centralisateur et décentralisateur ; à la fois gestionnaire et pluraliste. Tant qu'il n'aura pas décidé laquelle de ces deux options placer en premier, il n'arrivera pas à résoudre les dilemmes que j'ai tenté de décrire.

RÉSUMÉ

Le projet politique du gouvernement néotravailliste est plein d'ambiguïtés et de paradoxes. Ceux-ci reflètent en partie la personnalité sympathique et non idéologique du Premier ministre Tony Blair, mais dépendent dans une plus large mesure de la nature interclasse de la large coalition sociale qui l'a porté au pouvoir. Plus que tout, ils reflètent les ambiguïtés de la modernité et de la modernisation dans le nouveau millénaire.